

2012

et les conditions de vie ?

La précarité la pauvreté, l'insécurité sociale, toute une vie d'inégalités qui ne permet pas de faire société. Pour l'accès de tous à tous les droits, il faut redonner du sens à la solidarité.

Dans le cadre du Pacte pour les droits et la citoyenneté, la LDH propose :



Fonder la société sur la solidarité

Comment peut-on accepter de voir tant de personnes vivre dans l'angoisse du lendemain ? Comment accepter de laisser chômage, sur-endettement, revenus à 8000 € par an, renoncement aux soins, discriminations de sexe, d'origine supposée ou réelle, de handicap, de sexualité. Et on leur dirait que tout est une question de volonté et d'individu ? Ce sont les inégalités qui interdisent de penser l'avenir.

Bien vivre ensemble

L'école, l'hôpital, la Poste, la SNCF, la sécurité sociale, sont les outils qui ont permis de vivre ensemble sur un pied d'égalité et de sécurité partagée. Les contre-réformes successives du gouvernement les mettent en péril. Au prétexte d'abord d'efficacité puis d'économie, elles ont rendu la vie plus dure, moins sûre, elles ont fragilisé la société face aux effets de la crise financière. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est reconstruire ce qui a été défait.

Défendre et développer les services publics

Seul le service public garantit une égalité de traitement sur le terrain ; il constitue un indispensable facteur du développement social. C'est vrai pour les enfants en difficulté, pour les territoires excéntrés des métropoles, pour les familles, pour les laissés-pour-compte de la jungle marchande. Il faut le défendre, le reconstruire et le moderniser là où cela s'avère nécessaire : priorité à l'école publique, seule à accueillir tous les enfants sans discriminations ; retour au statut public de la Poste, suppression des franchises médicales.

Instituer une fiscalité

Parce que c'est juste, parce que c'est efficace, l'impôt doit donc être fortement progressif : augmentation du poids de l'impôt direct par rapport aux taxes sur la consommation, renforcement de la participation fiscale des plus grosses fortunes et suppression des niches et des

exemptions diverses. L'heure n'est plus à permettre aux plus riches de payer proportionnellement moins d'impôts que la moyenne, et aux entreprises d'échapper à la vérification de l'utilité sociale de leur traitement de faveur.

Réhabiliter le travail, refuser l'insécurité sociale

La LDH soutient l'idée d'une sécurisation des parcours professionnels grâce à un socle de droits personnels. Le chômage massif et durable, dû à des stratégies de précarisation et de gestion restrictive du marché du travail, oblige à penser la vie comme un ensemble où chacune et chacun a droit à un emploi stable pour un salaire décent, ou un revenu de remplacement, allocations ou retraites. Ce socle de droits qu'est la protection sociale doit rester collectif, au risque de ne favoriser que ceux qui ont individuellement les moyens de se protéger.

Les candidats à l'élection présidentielle, aux élections législatives doivent se prononcer sur ces propositions. Discutons-en tous ensemble.

Le Pacte pour les droits et la citoyenneté rassemble les propositions concrètes formulées par 50 organisations – syndicales et associatives – pour alimenter le débat public, conforter la démocratie politique, assurer l'effectivité des droits sociaux, des solidarités.

Liste des signataires, propositions et réactions des partis et candidats sur : www.pactecitoyen.org

Demande de renseignements

Vous souhaitez prendre contact avec la Ligue des droits de l'Homme.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE :

COURRIEL :

Retourner ce coupon à : 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Pour adhérer à la Ligue des droits de l'Homme : <http://www.ldh-france.org/Adherer>